

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2488>



# Adrien Martinez : la nécessaire démocratisation de l'école à opposer au projet de Blanquer

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de janvier 2018 -



Date de mise en ligne : mercredi 24 janvier 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Cela fait maintenant 8 mois que Blanquer est à la tête du ministère de l'Education Nationale. 8 mois où il a asséné, dans chacun de ses discours, dans chacune de ces mesures, dans chaque choix de personnalités qu'il convoque pour appuyer ses dires, les fondamentaux de sa politique éducative : resserrement sur les fondamentaux, individualisation des parcours et des apprentissages, externalisation du traitement de la difficulté scolaire, déprofessionnalisation des enseignants et assujettissement de leurs pratiques...

Ces choix s'inscrivent clairement dans la lignée des politiques éducatives libérales à l'oeuvre depuis une vingtaine d'années qui ont eu pour conséquences l'augmentation des inégalités scolaires et du poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire, et dont les résultats de PIRLS, qui concernent les élèves ayant vécu leur scolarité sous les choix de Blanquer, en sont une démonstration. Mais Blanquer ne fait pas que bégayer la politique qu'il a menée de De Robien à Chatel. Il l'approfondit, faisant des élèves issus des milieux populaires les principales victimes de sa vision ségrégative du système scolaire.

L'individualisation des apprentissages, dès le CP avec ses préconisations sur la lecture, et tout au long de la scolarité jusqu'à la modularité au lycée et la sélection à l'entrée de l'université, enferme les élèves des classes populaires dans un devenir scolaire socialement déterminé. Le resserrement sur les fondamentaux, en attaquant la maternelle ou les programmes de 2016, empêche ses mêmes élèves d'être confrontés aux éléments de culture qui fondent la réussite scolaire. Les APC, les stages de remise à niveau ou le dispositif devoirs faits, renvoient à la marge du système éducatif la question du rapport aux savoirs des élèves des milieux populaires alors que cela devrait être le coeur de l'activité en classe.

Pour mener cette politique d'exacerbation des inégalités scolaires, Blanquer poursuit la déprofessionnalisation du métier d'enseignant. Des savoirs professionnels disparaissent par l'absence de formation, par la poursuite de la réforme du CAPPEI, par l'accent mis sur la partie de la recherche qui ignore le caractère social des apprentissages et de la construction des inégalités. Les enseignants sont assujettis, réduits à des exécutants répondant aux injonctions. Les collectifs de travail, qui sont autant de réservoirs de savoirs professionnels, sont cassés avec le démantèlement du PMQDC, la multiplication des statuts et situation via le profilage ou la contractualisation.

Nous sommes, dans un affrontement dur entre deux choix pour l'école : l'un qui assume le caractère inégalitaire de notre système scolaire et compte l'amplifier, l'autre qui veut construire la démocratisation de l'école. Blanquer mène cet affrontement à un très haut niveau. Après l'appel de 56 personnalités, le matériel produit pour analyser la politique Blanquer, les prises de position publique du SNUipp il nous faut monter d'un cran la riposte.

Cela implique d'une part un travail besogneux, de terrain pour emporter la conviction des collègues sur le caractère néfaste de ce qu'entend faire Blanquer à l'école. Cela implique aussi d'engager largement les acteurs du monde éducatif dans cette bataille.

Le SNUipp-FSU doit être à l'initiative d'une dynamique unitaire à même de mettre à nue les déterminants idéologiques de Blanquer. Il doit proposer à l'intersyndicale, aux parents d'élèves, aux chercheurs, aux mouvements pédagogiques un travail commun pouvant se matérialiser dans un appel « contre l'école de Blanquer : réalisons la démocratisation de la réussite scolaire ». pour que vive dans la profession et dans le débat public un discours d'opposition au gouvernement et d'affirmation des choix nécessaires à la démocratisation du système scolaire.